

RTE a publié le 9 décembre [une mise à jour de ses scénarios d'évolution de la production et de la consommation d'électricité d'ici 2035](#). Cette actualisation prend en compte le retard pris dans l'électrification des usages depuis la version 2023. S'il est moins critique envers les ENR que certains acteurs pouvaient l'annoncer, il **comporte tout de même de nombreux points qui alertent le fournisseur et producteur d'énergies 100% renouvelables, Enercoop**.

- Même si RTE souligne que la France a toujours besoin des ENR, dans les deux scénarios de développement des énergies renouvelables privilégiées par RTE (les deux scénarios dits intermédiaires du bilan), les objectifs ENR correspondent à une progression du solaire d'entre 2,5 GW/an et 3,5 GW/an, bien inférieure à celle d'aujourd'hui, et de 0,7 GW/an ou 1,5 GW/an pour l'éolien terrestre, d'ici 2035.
- En outre, RTE souligne que le développement de la production électrique ne doit pas se faire “quoi qu'il en coûte” et que la priorité doit être donnée aux filières de production les plus compétitives en « coûts système », soit le nucléaire et les grands parcs éoliens (terrestres et en mer). À l'inverse, les petits parcs photovoltaïques sont explicitement cités comme étant à déprioriser. **À l'heure où la question de l'acceptabilité des projets, du partage de la valeur des projets entre professionnels des ENR, citoyens et collectivités est sur toutes les lèvres, déprioriser le développement des projets PV à taille humaine est un non-sens démocratique, écologique et social.**

Ce rapport a suscité de nombreuses réactions dans le débat public :

- Alors que la question de la relance “coûte que coûte” de la consommation électrique sature le débat public, ne perdons pas de vue que **la réduction de la consommation au global par l'efficacité et la sobriété doit rester la priorité**.
- La “surproduction électrique” relance le débat qui oppose les ENR et le nucléaire, avec un avis dominant qui appelle à ralentir drastiquement le développement des ENR. Quelques clarifications :
 - **arrêter maintenant le soutien aux ENR aurait des conséquences en 2030 sur la production**, et non aujourd'hui, or les enjeux de surproduction nous concernent actuellement ;
 - les **filières de production ENR jouent à plein leur rôle d'équilibrage du réseau**, d'autant plus depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles d'arrêt des centrales de production en cas de prix négatifs (c'est à dire en cas de surproduction) ;
 - la filière nucléaire met en avant que la surproduction électrique oblige les réacteurs à moduler leur production, ce qui n'est pas optimal pour la

santé du parc nucléaire français. Les ENR devraient ainsi produire moins pour laisser le champ libre au nucléaire. **Enercoop rejoint l'avis du Réseau Action Climat et appelle à renverser le paradigme** : il est nécessaire d'avoir un débat sur la possibilité de mettre “sous cocon” certains réacteurs nucléaires (mise à l'arrêt temporaire). Cela répondrait à la fois à l'enjeu de modulation du parc face à la production ENR et au risque d'effet falaise de l'arrêt quasi simultané d'un grand nombre de réacteurs ayant le même âge. RTE indique ainsi dans son bilan que “Le pays [...] devra avoir constitué une surcapacité avant l'arrêt des réacteurs nucléaires de seconde génération [...] sauf à lisser ces fermetures“.